

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 NOVEMBRE 1912.

Proposition de loi sur les traitements des institutrices Frœbel.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

L'utilité de l'enseignement Frœbel au double point de vue des familles et de l'enseignement public ne saurait être contestée.

Consultez les mères de familles chargées de nombreux enfants, les pauvres journalières obligées de peiner comme leurs maris, les femmes bourgeoises, les dames du monde, toutes déclareront que les écoles gardiennes leur rendent des services précieux, qu'elles sont heureuses de soustraire leurs enfants aux dangers de la rue pour les confier aux soins intelligents et tendres des institutrices frœbelliennes.

Aussi partout où les administrations communales, soucieuses de la bonne organisation de l'instruction publique, ont créé des écoles gardiennes, l'enseignement primaire est dans une situation florissante et les populations ouvrières surtout ont apprécié les grands bienfaits qui résultent pour leurs enfants de la fréquentation régulière des écoles enfantines.

Le personnel enseignant des écoles primaires considère à juste titre l'école Frœbel comme la base indispensable à l'enseignement primaire. Car, quand l'enfant arrive à l'école enfantine, que connaît-il? Rien. Il ne sait pas même s'exprimer intelligiblement, se faire comprendre. La maîtresse doit former son vocabulaire et le mettre à même de formuler clairement sa pensée. Pour lui suggérer des idées nettes sur le monde qui l'entoure, l'éducation fait marcher de pair toutes ses facultés intellectuelles : l'attention, le raisonnement, le jugement, la mémoire, l'imagination. Si elle ne parvient pas à leur donner l'intensité voulue, *l'enseignement péchera par la base et l'instruction de l'enfant en souffrira toujours.*

Mais l'école Frœbel fait bien plus encore : elle forme le caractère et le

cœur de l'enfant, assure par une gymnastique rationnelle le développement physique, atténue les défauts corporels.

L'éducation des sens est un des points essentiels de l'enseignement Frœbel et est l'objet des préoccupations constantes de l'institutrice. Celle-ci s'efforce en outre à habituer les enfants à l'ordre, à la politesse, à la propreté.

Pour atteindre le but, il lui faudra souvent lutter à la fois contre les instincts contraires de l'élève et contre les exemples pernicioeux de l'intérieur familial. Combien d'enfants ne sont pas gâtés et, subissant les effets relâchants de la faiblesse paternelle et maternelle, finissent par perdre toute initiative et manquent de l'énergie si nécessaire pour se diriger dans la vie, pour pratiquer le bien, pour éviter le mal ! C'est encore à l'institutrice qu'incombe le rôle de fortifier, de tremper la volonté de l'enfant.

Est-il étonnant que, pour mener à bien l'œuvre de la première éducation, si difficile, si grave en conséquences, on exige de l'institutrice tant de qualités ?

Intellectuellement, elle doit posséder une bonne instruction scientifique et pédagogique ; savoir lire et parler avec précision, chanter avec mesure et justesse ; avoir une intelligence prompte à découvrir le caractère des enfants.

Physiquement, elle doit être douée d'une constitution robuste et posséder l'usage de tous ses membres et de tous ses sens. Aucun défaut de langage, aucun vice de prononciation ne sont compatibles avec la mission de l'enseignement.

Moralement, elle doit avoir un bon cœur, de l'amour pour l'enfance, de la patience, de la prudence, de la politesse, du respect pour la dignité de l'être humain, de la piété ; aimer l'étude, chercher sans cesse à se perfectionner, avoir une conduite irréprochable et édifiante.

Pour l'obtention du certificat de capacité institué par le Gouvernement, l'institutrice frœbellienne a dû prouver qu'elle possède :

1° Une instruction générale au moins aussi étendue et aussi solide que peuvent la donner des études faites avec succès d'après le programme-type des *écoles primaires* ;

2° Une connaissance nette et précise des préceptes de morale et de savoir-vivre compris dans le programme de 1885 pour les *écoles normales* ;

3° Une connaissance suffisante des prescriptions les plus importantes de l'hygiène générale et de l'hygiène scolaire ;

4° La connaissance raisonnée des principes et des règles de pédagogie et de méthodologie qui doivent servir de base et de guide dans l'éducation de l'enfant ;

5° Enfin, une habileté pratique suffisante dans l'enseignement des exercices, des jeux et des notions que comporte le programme-type des écoles gardiennes, en date du 20 août 1890.

Relatons aussi comment la mission de l'institutrice gardienne y est définie :

« La mission de l'institutrice gardienne est toute de douceur et d'amour. Le jardin d'enfants n'est pas une école proprement dite : c'est une famille privilégiée où une mère, pleine de tendresse et d'aptitudes, fait l'éducation de ses enfants adoptifs.

» La maîtresse a pour mission :

» 1° *Au point de vue physique* : de donner des soins maternels, de santé et de propreté, de l'exercice et de l'aptitude aux organes des sens, de la force, de la souplesse et de l'agilité aux membres. En outre, sa vigilance doit prévenir les accidents.

» 2° *Au point de vue moral* : d'inculquer des habitudes de propreté d'ordre, de travail, d'obéissance; d'inspirer l'amour du bien, l'horreur du mal, de former à la véracité, à la bonté, à la générosité; de donner les premières notions du devoir; d'ouvrir le cœur aux bons sentiments, de l'incliner à la pratique de la piété et de la vertu; de former le goût.

» 3° *Au point de vue intellectuel* : d'éveiller l'esprit de recherche et d'observation, d'exciter l'activité spontanée, de développer les facultés inventives, de faire naître des idées simples et de mettre peu à peu l'enfant en état de s'exprimer avec aisance et netteté.

» 4° *Au point de vue d'ensemble* : de travailler d'une façon harmonique et naturelle au développement complet du jeune âge; de baser son action sur les lois psychologiques et répondant directement aux besoins de l'enfant, savoir : besoin d'être au grand air, besoin de mobilité, besoin de curiosité, de création, de connaissance, besoin d'amusement, de récréation, de bruit, besoin de compagnie, de société. »

De ce qui précède on peut déduire que le Gouvernement se rend compte de la haute importance de l'école Frœbel, et de la nécessité d'appeler à y fonctionner des personnes réunissant les conditions requises pour assurer la bonne exécution du programme prescrit.

Comment concevoir alors que pareille œuvre ait pu être confiée au bon vouloir de l'autonomie communale?

Si quelques villes et centres importants ont établi des écoles frœbeliennes, de vrais modèles, tant sous le rapport de l'aménagement des locaux et du mobilier que sous celui de l'enseignement qui y est donné, il y a par contre un grand nombre de localités où l'organisation des écoles gardiennes laisse énormément à désirer, et dont le personnel enseignant se voit privé de l'appui et de la sollicitude des administrations communales. Le plus souvent la défectuosité du local et le grand nombre d'élèves (80, 90, 100 et plus encore) empêchent la maîtresse de donner avec fruit ses leçons d'après la méthode dite « Frœbel ».

Malgré les encouragements et les subsides du Gouvernement, la plupart des communes ont négligé de relever moralement et matériellement la position des institutrices frœbeliennes.

La situation précaire dans laquelle elles se trouvent ne peut perdurer sans compromettre gravement le recrutement d'un bon personnel. Car les

personnes intelligentes, ayant des aptitudes spéciales à l'enseignement, finiront par ne plus embrasser une carrière qui ne leur promet que gêne, instabilité, insécurité du lendemain. En effet, les traitements, déjà si modestes, ont été ramenés dans bien des localités à des taux dérisoires. Le Gouvernement peut-il continuer à tolérer que des administrations confèrent des traitements annuels de 700, 600, 500 et même de 300 francs?

M. le ministre de Burlet, par sa lettre du 26 juin 1891 adressée à un gouverneur, reconnut que des administrations *avaient fixé à un taux minime, inférieur à la valeur des services rendus*, le traitement des institutrices gardiennes et se vit obligé de rappeler à leurs devoirs des édiles, en leur imposant le paiement d'un traitement d'attente de 750 francs, alors que le traitement d'activité avait été abaissé à 400 francs. Solution bizarre, de l'aveu de M. de Burlet, et qui a été ultérieurement évitée, en fixant le traitement minimum de mise en disponibilité, au même taux que le traitement d'activité quand celui-ci est inférieur à 750 francs.

Que M. le ministre Poullet veuille consulter les tableaux statistiques recueillis par ses employés et il pourra se convaincre du grand nombre de communes, sans en excepter les villes, qui ont réduit notablement les appointements des institutrices gardiennes.

Il est vraiment regrettable que les législateurs de 1893 n'aient pas cru devoir assimiler les institutrices gardiennes au personnel enseignant des écoles primaires pour garantir la stabilité de leurs fonctions, l'irréductibilité de leurs traitements, ni même pour les dispenser de prélever sur leurs maigres traitements la totalité des indemnités dues à leurs intérimaires en cas de maladie.

Aussi, mus par des sentiments de justice et d'humanité qui seront partagés, nous convions les membres du Parlement à prendre des mesures urgentes pour porter remède à la triste situation du personnel enseignant des écoles Frœbel.

Tout en nous inspirant de l'exemple donné par le Gouvernement, qui a remanié le taux des traitements des institutrices des sections gardiennes des écoles d'application aux écoles normales de l'État comme suit :

Traitement initial : 1,200 francs				
pouvant être porté à 1,400 francs après 3 années,				
—	à 1,600	—	—	10 —
—	à 1,800	—	—	15 —
—	à 2,000	—	—	20 —

nous avons l'honneur de présenter la proposition de loi suivante, dont les dispositions modérées engageront si pas l'unanimité, au moins la grande majorité des représentants de la Nation à la juger digne d'être introduite dans la législation scolaire.

A. BUYL.

PROPOSITION DE LOI**sur les traitements des institutrices
Fröbel.****ARTICLE PREMIER.**

Le traitement des institutrices Fröbel communales ou adoptées ne peut, en aucun cas, être fixé en dessous du minimum de 1,000 francs.

Un supplément de traitement de 200 francs est accordé aux institutrices porteurs du diplôme d'institutrice primaire ou de l'enseignement moyen du degré inférieur.

ART. 2.

Les institutrices Fröbel recevront les augmentations périodiques établies par les lois scolaires en faveur du personnel enseignant primaire.

ART. 3.

Le paragraphe final de l'article 15 et l'article 18 de la loi scolaire de 1895 sont applicables aux institutrices Fröbel.

ART. 4.

Pour être nommée institutrice Fröbel communale ou adoptée, la possession du diplôme officiel est obligatoire. En sont dispensées les titulaires actuellement en fonctions.

WETSVOORSTEL**betreffende de jaarwedde der onder-
wijzeressen aan Fröbelinrichtingen.****EERSTE ARTIKEL.**

De jaarwedde der onderwijzeressen aan gemeentelijke of aangenomen Fröbelinrichtingen mag, in geen geval, worden bepaald op minder dan 1,000 frank.

Eene bijwedde van 200 frank wordt verleend aan de onderwijzeressen die in 't bezit zijn van het diploma van onderwijzeres bij het lager onderwijs of bij het middelbaar onderwijs van den lagere graad.

ART. 2.

De onderwijzeressen aan Fröbelinrichtingen ontvangen de periodieke verhoogingen, bij de schoolwetten vastgesteld ten voordeele van het personeel van het lager onderwijs.

ART. 3.

De slotparagraaf van artikel 15 en artikel 18 der schoolwet van 1895 zijn van toepassing op de onderwijzeressen aan Fröbelinrichtingen.

ART. 4.

Om tot onderwijzeres aan eene gemeentelijke of aangenomen Fröbelinrichting te worden benoemd, moet men het officieel diploma bezitten. De thans in bediening zijnde titelvoersters zijn daarvan vrijgesteld.

A. BUYL,
Fernand COCQ,
Cam. HUYSMANS,
Eugène BERLOZ,
Fg. MASSON,
Emile VANDERVELDE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 NOVEMBER 1912.

Wetsvoorstel op de jaarwedde der onderwijzeressen aan Fröbelinrichtingen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het nut van het Fröbelonderwijs, zoo met oog op de familie als op het openbaar onderwijs, kan niet betwist worden.

Raadpleegt huismoeders met talrijke kinderen, arme dagloonsters, die moeten zwoegen zooveel als haar echtgenoot, burgervrouwen, dames uit de hooge wereld, alle zullen verklaren dat de bewaarscholen haar hoogst te waardeeren diensten bewijzen, dat ze zich gelukkig achten hare kinderen te kunnen onttrekken aan het straatgevaar, om ze toe te vertrouwen aan de verstandige en teedere zorg der onderwijzeressen aan Fröbelinrichtingen.

Ook, overal waar gemeentebesturen, bezorgd om de goede inrichting van het openbaar onderwijs, bewaarscholen hebben gesticht, verkeert het lager onderwijs in eenen bloeienden toestand, en vooral de arbeidersbevolking waardeert de groote weldaad voor hare kinderen, regelmatig naar kinderscholen te kunnen gaan.

Terecht beschouwt het onderwijzend personeel van de lagere scholen de Fröbelschool als onontbeerlijken grondslag voor het lager onderwijs. Want wat kent het kind, wanneer het ter kinderschool komt? Niets. t' Kan niet verstaanbaar spreken, zich niet doen begrijpen. De meesteres moet het eene woordenlijst aanleeren en in staat stellen duidelijk zijne gedachten te uiten. Om het kind een klaar begrip te geven van wat het omringt, neemt de opvoeding al zijne verstandsvermogens te gelijk in aanspraak: aandacht, redeneering, oordeel, geheugen, verbeelding. Gelukt het haar niet daaraan den vereischten omvang te geven, zoo is de grondslag van het onderwijs gebrekkig en moet het onderwijs van het kind daardoor steeds lijden.

Doch de Fröbelschool bewerkt nog meer : zij vormt 's kinds karakter en geest, verzekert door redematige oefening de lichaamsontwikkeling, verzacht de lichaamsgebreken.

De opvoeding van de zintuigen is eene der hoofdzaken bij het Fröbel-onderwijs en het voorwerp der gestadige bezorgdheid van de onderwijzeres. Daarenboven tracht deze de kinderen te gewennen aan orde, beleefdheid, reinheid.

Om dat doel te bereiken, heeft ze vaak te strijden tegen verkeerde neigingen van den leerling en tegen de schadelijke voorbeelden in den huiskring. Hoeveel kinderen worden niet bedorven en verliezen niet op den duur, onder den verslappenden invloed van vaderlijke en moederlijke zwakheid, allen ondernemingsgeest en de zoo noodige kracht om zich door 't leven te helpen, goed te doen, kwaad te vermijden! Nogmaals, de onderwijzeres heeft tot taak den wil des kinds te versterken, te verstaten.

Is het te verwonderen dat men, om het zoo lastig en aan gevolgen zoo erg werk der eerste opoffering te volvoeren, zooveel eigenschappen bij de onderwijzeres vergt?

Verstandelijk, moet zij eene goede wetenschappelijke en onderwijskundige opleiding hebben; duidelijk kunnen lezen en spreken, op de maat en juist zingen; met vlug begrip het karakter des kinds doorgronden.

Lichamelijk, moet zij een kloek gestel hebben en beschikken over het gebruik van al hare ledematen en zintuigen. Geen spraakgebrek noch slechte uitspraak passen bij de zending der onderwijzeres.

Zedelijk, moet zij een goed hart, kinderliefde, geduld, voorzichtigheid, beleefdheid, eerbied voor de waardigheid van het menschelijk wezen, medelijden bezitten, de studie liefhebben, onophoudend volmaking betrachten, van onberispelijk en stichtend gedrag zijn.

Om het door de Regeering ingesteld getuigschrift van bekwaamheid te verkrijgen, moet de onderwijzeres aan Fröbelinrichtingen bewijzen dat zij bezit :

1° Algemeen onderwijs, ten minste zoo uitgebreid en degelijk als verworven kan worden door de gevolgrijke studiën naar het leerplan voor de *lagere scholen*;

2° Heldere en duidelijke kennis der voorschriften van zedenleer en wellevendheid, vevat in het programma van 1885 voor de *normaalscholen*;

3° Voldoende kennis der gewichtigste voorschriften van de gezondheidsleer over 't algemeen en van die in de school;

4° *Beredeneerde kennis der beginselen van opvoedkunde en methodeleer, die bij de opvoeding des kinds tot grondslag en leidraad moet dienen*;

5° Eindelijk, voldoende practische bedrevenheid in het aanleeren van oefeningen, spelen en begrippen, naar het leerplan voor de bewaarscholen, in dato 20 Augustus 1890.

Laat ons ook vermelden hoe de zending van de onderwijzeres in bewaarscholen daarin omschreven wordt :

« De zending van de onderwijzeres aan bewaarscholen is eene zending van zachtmoedigheid en liefde. De kindertuin is geen eigenlijke school : 't is eene bevoorrechte familie, waar eene teedere en bekwame moeder hare aangenomen kinderen opvoedt.

» De zending der meesteres is :

» 1° In een *lichamelijk* opzicht : moederlijk te zorgen voor de gezondheid en reinheid ; de zintuigen te oefenen en geschikt te maken ; kracht, lenigheid en vlugheid aan de ledematen te geven. Daarenboven moet hare waakzaamheid alle onheilen voorkomen ;

» 2° In een *zedelijk* opzicht : gewoonten van reinheid, orde, werk en gehoorzaamheid in te prenten ; liefde voor het goede, afschrik voor het kwade in te boezemen, op te leiden tot waarheidszin, goedheid, edelmoedigheid ; de eerste begrippen van plicht aan te leeren ; het hart te openen voor goede gevoelens, het aan te zetten tot het beoefenen van godsvrucht en deugd ; den smaak te vormen ;

» 3° In een *verstandelijk* opzicht : den zin voor opsporing en waarneming op te wekken, vrijwillige werkzaamheid aan te wakkeren, de uitvindingsvermogens te ontwikkelen, eenvoudige denkbeelden te doen ontstaan en het kind van lieverlede in staat te stellen zich gemakkelijk en duidelijk uit te drukken ;

» 4° In een *algemeen* opzicht : harmonisch en natuurlijk te ijveren voor volledige ontwikkeling van de kindsheid ; hare werking te steunen op de wetten der zielkunde, die rechtstreeks beantwoorden aan de behoeften des kinds ; behoefte aan open lucht, beweging, nieuwsgierigheid, schepping, kennis, behoefte aan vermaak, uitspanning, gerucht ; behoefte aan gezelschap, aan samenzijn. »

Uit bovenstaande mag worden afgeleid dat de Regeering zich rekenschap geeft van het groot belang der Fröbelschool en van de noodzakelijkheid daarin personen te doen optreden, die de vereischte hoedanigheden bezitten om de goede uitvoering van het voorgeschreven programma te verzekeren.

Hoe is het dan te begrijpen dat dergelijke taak kan overgelaten worden aan de willekeur van de gemeente ?

Hebben sommige steden en gemeenten Fröbelscholen gesticht, een wezenlijk toonbeeld, zoo voor het inrichten van lokalen en meubelen als voor het daar gegeven onderwijs, daarentegen laat in tal van plaatsen de inrichting van bewaarscholen zeer veel te wenschen over en mist het onderwijzend personeel den steun en de bezorgdheid van het gemeentebestuur. Meesttijds verhinderen een gebrekkig lokaal en het groot getal leerlingen (80, 90, 100 en nog meer) de meesteres, met goed gevolg hare lessen te geven volgens het Fröbelstelsel.

Niettegenstaande aanmoediging en toelagen van Regeeringswege, waarloosden het meerendeel der gemeenten den stand der onderwijzeressen aan Fröbelinrichtingen zedelijk en stoffelijk te verbeteren.

De netelige toestand, waarin zij verkeeren, kan niet voortduren zonder

de werving van een goed personeel in gevaar te brengen, want verstandige lieden, met bijzondere geschiktheid voor het onderwijs, zien op den duur af van een beroep dat hun niets dan bekrompenheid, onvastheid, onzekerheid voor de toekomst voorspelt. Trouwens, in zekere plaatsen werd de reeds zoo karige jaarwedde tot een bespottelijk bedrag verlaagd. Mag de Regeering blijven duldend dat sommige besturen een jaarlijksch loon van 700, 600, 500 en zelfs 300 frank betalen?

In zijnen brief van 26 Juni 1891, tot eenen gouverneur gericht, bekende Minister De Burlet dat enkele gemeentebesturen de jaarwedde der onderwijzeressen aan bewaarscholen *hadden bepaald op een gering bedrag, beneden de bewezen diensten*, en achtte zij zich verplicht sommige gemeentebestuurders tot hunnen plicht terug te roepen, hun de betaling van een wachtgeld van 750 frank opleggende, ofschoon de jaarwedde voor werkelijken dienst tot 400 frank was verlaagd. Zonderlinge oplossing, zooals de heer de Burlet zelf bekent, en die later werd vermeden door de minimumjaarwedde voor in beschikbaarheid gestelden te bepalen op hetzelfde bedrag als de jaarwedde in werkelijken dienst, zoo deze min dan 750 frank belooft.

De heer Minister Pouillet gelieve de statistiektabellen te raadplegen, die zijne beambten hebben opgemaakt; dan kan hij zich overtuigen dat een aantal gemeenten, steden niet uitgezonderd, de jaarwedde der onderwijzeressen aan bewaarscholen merklijk verminderden.

't Valt waarlijk te betreuren dat de wetgever in 1895 de onderwijzeressen aan bewaarscholen niet gelijkgestelde met het onderwyzend personeel der lagere scholen, om haar ambt bestendig, hare jaarwedde onverminderlijk te maken, en te verhinderen dat ze van hare magere jaarwedde al de vergoeding moeten betalen, die hare tijdelijke plaatsvervangsters ingeval van ziekte trekken.

Ook verzoeken wij, uit een gevoel van rechtvaardigheid en menschlievendheid, dat door velen gedeeld zal worden, de leden der Kamer, dringende maatregelen te nemen om den treurigen toestand van het onderwyzend personeel der Fröbelscholen te verhelpen.

Uitgaande van het voorbeeld, door de Regeering gegeven, toen zij de jaarwedde der onderwijzeressen aan de bewaarschoolafdeelingen der oefenscholen bij Staatsnormaalscholen wijzigde als volgt :

Aanvangsjaarwedde : 1,200 frank.

kunnende gebracht worden op 1,400 frank na 5 jaar,

—	1,600	—	10	—
—	1,800	—	15	—
—	2,000	—	20	—

hebben wij de eer het navolgend wetsvoorstel over te leggen, welks gematigde bepalingen zooniet al, toch de meeste Volksvertegenwoordigers zullen nopen het waardig te keuren om opgenomen te worden in onze schoolwetten.

A. BUYL.



PROPOSITION DE LOI

**sur les traitements des institutrices
Frœbel.**

ARTICLE PREMIER.

Le traitement des institutrices Frœbel communales ou adoptées ne peut, en aucun cas, être fixé en dessous du minimum de 1,000 francs

Un supplément de traitement de 200 francs est accordé aux institutrices porteurs du diplôme d'institutrice primaire ou de l'enseignement moyen du degré inférieur.

ART. 2.

Les institutrices Frœbel recevront les augmentations périodiques établies par les lois scolaires en faveur du personnel enseignant primaire.

ART. 3.

Le paragraphe final de l'article 13 et l'article 18 de la loi scolaire de 1895 sont applicables aux institutrices Frœbel.

ART. 4.

Pour être nommée institutrice Frœbel communale ou adoptée, la possession du diplôme officiel est obligatoire. En sont dispensées les titulaires actuellement en fonctions.

WETSVOORSTEL

betreffende de jaarwedde der onderwijzeressen aan Fröbelinrichtingen.

EERSTE ARTIKEL.

De jaarwedde der onderwijzeressen aan gemeentelijke of aangenomen Fröbelinrichtingen mag, in geen geval, worden bepaald op minder dan 1,000 frank.

Eene bijwedde van 200 frank wordt verleend aan de onderwijzeressen die in 't bezit zijn van het diploma van onderwijzeres bij het lager onderwijs of bij het middelbaar onderwijs van den lagere graad.

ART. 2.

De onderwijzeressen aan Fröbelinrichtingen ontvangen de periodieke verhoogingen, bij de schoolwetten vastgesteld ten voordeele van het personeel van het lager onderwijs.

ART. 3.

De slotparagraaf van artikel 13 en artikel 18 der schoolwet van 1895 zijn van toepassing op de onderwijzeressen aan Fröbelinrichtingen.

ART. 4.

Om tot onderwijzeres aan eene gemeentelijke of aangenomen Fröbelinrichting te worden benoemd, moet men het officieel diploma bezitten. De thans in bediening zijnde titelvoersters zijn daarvan vrijgesteld.

A. BUYL,
Fernand COCQ,
Cam. HUYSMANS,
Eugène BENLOZ,
Fg. MASSON,
Emile VANDERVELDE.